

D'abord, il faut pas se raconter d'histoires : on le sait tous pourquoi la présente administration municipale a décidé de mandater l'OCPM pour tenir une consultation sur l'itinérance et la cohabitation sociale.

On se rappellera que la présente administration municipale souffrait de mauvaise presse, l'été dernier, suite à des réticences citoyennes envers l'implantation de ressources d'hébergement pour personnes en situation d'itinérance et a donc opté pour la fuite en avant pour sauver la face.

On sait aussi ce qui est arrivé avec les recommandations que l'OCPM a formulé suite à la consultation publique sur la voie Camillien-Houde : la présente administration municipale les a ignoré pour n'en faire qu'à sa tête.

Rien ne garanti donc que les recommandations qui ressortiront de l'actuelle consultation sur l'itinérance et la cohabitation sociale ne connaissent le même sort.

Malgré le peu d'attentes que j'ai envers cette consultation, j'aimerais quand même m'exprimer sur le sujet.

Voyez-vous, en mai ça fera vingt-trois ans que j'habite dans Centre-Sud.

Pour vous donner une idée, mon appartement se trouve sur une rue située entre les stations Berri-UQAM et Beaudry.

Je suis donc témoin, comme tant d'autres, de la crise de l'itinérance qui transforme le quartier ces dernières années.

L'idée de la cohabitation sociale part sûrement d'une bonne intention.

Mais, comme on dit, l'enfer est lui aussi pavé de bonnes intentions.

Si la présente administration municipale nous parle de cohabitation sociale, c'est parce qu'il y a de plus en plus de nos semblables qui échouent dans la rue.

Autrement dit, on nous parlera pas de cohabitation sociale s'il n'y avait pas toute cette crise humanitaire qui se déploie chaque jour sous nos yeux dans nos rues.

La présence en grand nombre de personnes en situation d'itinérance est donc une condition essentielle à cette notion de cohabitation sociale.

Sinon, elle rimerait à quoi, cette cohabitation sociale ?

Or, on ne résoud pas la crise de l'itinérance en prêchant la cohabitation sociale.

L'itinérance générée par la crise du logement n'est pas volontaire.

On parle donc de gens qui n'ont pas choisi de vivre dans la rue.

De gens qui ne demandent pas mieux que d'avoir un toit au-dessus de la tête.

La cohabitation sociale ne répond donc pas à leur demande.

Bien au contraire, la cohabitation sociale ressemble bien plus à une acceptation du statu quo.

Car prôner la cohabitation sociale, c'est ouvrir la porte à la normalisation, voire à la banalisation, « comme s'il fallait s'y habituer », pour citer la chroniqueuse Josée Legault.

La cohabitation sociale, c'est surtout un prix de consolation.

Faute de mieux, de solutions tangibles à la crise de l'itinérance, tolérons la grosse misère humaine.

En ce sens, la cohabitation sociale est une forme de capitulation, un discours d'impuissance.

Et pourquoi faudrait-il prendre la voie de l'acceptation, de la normalisation et de la banalisation de l'itinérance dans un Canada qui est le 8^e pays le plus riche du monde avec un PIB s'élevant l'an dernier à 2 326 milliards\$?

Pour se donner bonne conscience, peut-être ?

Mais elle se prend pour qui, cette administration municipale, avec ses petites leçons de morale ?

Cette même administration qui multiplie les démantèlements de campements de personnes en situation d'itinérance, lesquels ont pour conséquence concrète de foûtre à la porte les gens qui sont déjà à la rue ?

Cette même administration qui est arrivée avec un projet de règlement sur l'hygiène corporelle dans les bibliothèques municipales qui aurait eu pour conséquence concrète encore davantage d'exclusion des plus mal pris de la société – vous savez, ceuze qui ont pas accès à une douche faute de logement ?

Comment cette administration municipale peut-elle prêcher la cohabitation sociale aux citoyens alors que ses propres actions vont plutôt dans le sens contraire de l'exclusion et de l'intolérance ?

Et que dire de la STM qui clôture une bonne partie de l'édicule intérieur du métro Joliette, qui ferme l'entrée du Square Cabot de la station de métro Atwater pour l'hiver et qui retire un abribus des lignes 55 Nord et 129 Nord devant la Mission Old Brewery, sur le boulevard St-Laurent ?

Les actions parlent tellement plus fort que les mots.

Et les actions de la présente administration municipale envoient trop souvent un message en parfaite contradiction avec son discours de cohabitation sociale.

Bien sûr, la Ville de Montréal va dire que c'est de la faute à Québec.

Le municipal blâme le provincial... le provincial blâme le fédéral...

La petite balle de ping-pong revole d'un bord pis de l'autre de la table de jeu.

L'approche est typiquement politicienne, si loin de la solidarité humaine si nécessaire en temps de crise.

Et les 1427 logements vacants à l'OMHM, c'est encore la faute à Québec ça aussi ?

À un moment donné, les élus aux commandes doivent arrêter de se trouver des excuses pour se défilier.

S'attendre d'une CAQ noyauté par le milieu des affaires qu'elle résolve la crise de l'itinérance, c'est comme espérer qu'un xénophobe assumé comme trump devienne sensible au sort des réfugiés : il y a bien malheureusement bien peu de chance qu'une telle chose arrive.

Moi quand je marche dans mon quartier pis qu'une personne dans le besoin me quête du change, je lui réponds pas : *va en demander à François Legault, pas à moé.*

Non, je fouille dans ma poche pis si j'ai de quoi à donner, je le donne.

Cette même administration municipale, qui a été capable de cracher 220 millions\$ en argent des contribuables montréalais pour rénover et moderniser son propre hôtel de ville, veut même pas payer pour l'ouverture, en décembre dernier, d'une très modeste halte-chaleur de 30 places.

La facture de 20 000 \$, elle sera envoyée à Québec, de dire madame la mairesse.

Pas question que la Ville de Montréal, qui est assise sur un budget de 7,28 milliards\$, paye pour ça.

Comment la présente administration municipale peut-elle sermonner les citoyens qui disent « pas dans mon cour » alors qu'elle pratique elle-même la politique cheap du « pas dans ma poche » ?

Les discours moralisateurs, c'est nettement insuffisant en temps de crise.

Le peuple veut du concret, pas juste des belles paroles que n'arrête pas nous garocher la présente administration municipale dont votre organisme se fait docilement le relais sur votre site web, confirmant ainsi votre absence d'indépendance réelle par rapport au pouvoir politique montréalais.

Utiliser des bâtiments vacants pour loger des personnes sans toit, voilà une réponse concrète à un problème concret.

L'idée n'a rien de nouveau en soi.

Dans un avis daté du 20 juin 2017, le Conseil jeunesse de Montréal s'est penché sur la problématique des bâtiments et terrains vacants.

Le document présente notamment quelques expériences réussies à l'étranger de reconversion de bâtiments vacants en espaces de vie pour locataires aux revenus modestes et artistes à la recherche d'ateliers de création.

Malheureusement, il faudra attendre plus de quatre ans et demi avant que la présente administration municipale ne daigne répondre aux recommandations formulées par le Conseil jeunesse de Montréal.

De toute évidence, la présente administration municipale n'est pas en mode urgence.

Alors que le territoire montréalais compte pas moins de 800 bâtiments vacants, la population en situation d'itinérance ne fait que grossir et gagner en visibilité dans nos espaces publics.

Honte à la Ville de Montréal !

Montréal, le 27 février 2025

Alexandre Popovic